

Inscrire la réforme des retraites dans une perspective de transformation sociale radicale

Yves Dimicoli

Le gouvernement parle de catastrophe à venir pour les retraites. Le MEDEF, qui l'inspire largement, n'hésite pas, lui, à prophétiser un « hiver démographique sans précédent » en s'appuyant sur les hypothèses du rapport Charpin. Il présente l'accroissement de l'espérance de vie, largement liée aux conquêtes sociales et au progrès des connaissances, et de la part des 60 ans et plus dans la population comme une « catastrophe nationale »

Pourtant, l'allongement de la durée de la vie est tout le contraire d'un malheur. Les retraités ne sont pas qu'une charge ; ils jouent un rôle décisif dans notre société et sont appelés à en jouer un bien plus grand encore.

La retraite permet de remplacer des salariés âgés par de jeunes salariés, contribuant ainsi au développement de la productivité du travail, tandis que, ainsi libérés de tout travail prescrit et émancipés de la subordination à un employeur, les retraités peuvent se consacrer à d'autres activités et passer du temps à partager leurs informations dans la famille et la société avec les générations suivantes.

Pourquoi donc cet acharnement des gouvernements en Europe à faire de l'allongement de la durée de la vie une catastrophe annoncée ?

Et d'abord quels sont les faits ?

Dans les pays de l'Union européenne, la part des personnes âgées de plus de 65 ans dans la population totale est appelée à augmenter au cours des prochaines décennies. Ainsi, le nombre des personnes d'âge actif (16 à 64 ans) par personne âgée va sensiblement diminuer.

En France, les plus de 60 ans seront 18 millions en 2020 et près de 22 millions en 2040. La part relative dans la population totale va passer de 24 % aujourd'hui à 36% en 2040. Et, sur cette base, le rapport retraités/ cotisants passerait de 0,4 en 2000 à 0,8 en 2040 soit une multiplication par deux.

Cela engendrerait-il un surcroît de charges absolument intenable pour les actifs ?

Mutualiser à partir des entreprises

L. apRoberts et P. Concialdi invitent à relativiser fortement en soulignant que ce qui est pertinent pour apprécier la charge qui pèsera sur les actifs de demain, c'est le rapport entre le nombre de personnes en âge de travailler et le nombre de celles qui sont « trop » jeunes ou « trop » âgées pour participer à la vie active. Or, ajoutent-ils, le ratio entre le nombre de personnes d'âge actif (16 à 64 ans) et la population « hors âge actif » (moins de 15 ans et 65 ans et plus) devrait passer de 2 environ aujourd'hui à 1,9 en 2020, soit une quasi - stagnation.



C'EST
UNE
NOUVELLE
CIVILISATION
QUI
SE
CHERCHE...

Le calcul des divers ratios de dépendance révèle, en effet, combien on est amené à « sous-estimer les conséquences économiques des changements démographiques en se limitant aux seuls effets du vieillissement des populations ». (2)

Certes, si l'on s'en tient au seul ratio de « dépendance vieillesse », la charge économique que représentent, pour les actifs, les personnes âgées augmenterait environ de 35% entre 1995 et 2020. Mais cette hausse ne serait que de 10% si l'on prend en compte l'ensemble des inactifs (ratio de dépendance démographique).

Pourquoi alors cette focalisation sur le seul ratio de dépendance vieillesse et cet acharnement des gouvernements européens à essayer d'imposer des réformes se traduisant par une mise en cause des systèmes par répartition et un rallongement de la durée du temps de travail salarié à l'échelle de la vie entière ?

C'est que le mode de transfert entre actifs et inactifs n'emprunte pas les mêmes voies lorsqu'il s'agit des personnes âgées ou des jeunes (3).

Les transferts entre actifs et retraités prennent surtout la forme de prélèvements obligatoires qui, loin de servir à financer un « salaire indirect » comme on le prétend parfois, offrent à la société de plus en plus salariée une prise mutualisée sur la valeur ajoutée produite, y compris les profits (4).

Ces prélèvements obligatoires servent à financer des revenus socialisés, non marchands (alors que le salaire est un revenu plus ou moins de marché) ou des prestations sécurisant des activités hors travail salarié. Ils annoncent déjà, dans la foulée des conquêtes de la sécurité sociale, un début de dépassement possible du salariat. Et cela même si, pour une part, leur augmentation est liée au chômage massif durable.

À l'inverse, les transferts qui vont des actifs aux jeunes en formation initiale s'effectuent dans une large mesure, eux, au sein de la famille.

Dans le cas des retraites, nous avons affaire à la progression très sensible à venir, du fait de l'allongement de la durée de la vie, du besoin de revenus non marchands sécurisant la vie hors travail salarié, pour un "troisième temps de la vie" libéré de tout travail salarié prescrit, de toute subordination contractuelle à un employeur et de toute insécurité du revenu du fait de l'emploi.

Dans le cadre d'un système de retraites par répartition partant de l'entreprise, la contrepartie en est la responsabilisation sociale grandissante des entreprises pour mutualiser, par prélèvements obligatoires, le financement de cette masse croissante de revenus non marchands à distribuer.

C'est là un défi pour le capitalisme qui peut expliquer la fébrilité de ceux qui entendent le défendre.

Dépasser la coupure entre les trois temps de la vie

L'espérance de vie à 60 ans augmente d'un mois et demi par an : à âge de liquidation inchangée (60 ans en moyenne) la durée de la retraite va donc augmenter de 6 ans d'ici 2040 passant de 18 à 24 ans pour les hommes et de 23 à 29 ans pour les femmes(4).

Cette tendance, jusqu'ici, s'est résolue dans une augmentation de la part des dépenses dans le produit intérieur brut qui, en France, est passée de 5,4 % en 1959 à 12,6 % en 2000, soit une progression historique de 7 points.

Elle s'est aussi traduite par une progression dans le compte des ménages de la part des revenus socialisés ou de remplacement, non marchands, relativement aux

salaires, et de leur financement par cotisations prélevées notamment sur les profits des entreprises.

Et du fait des exigences de la révolution informationnelle, désormais, chaque individu est appelé à passer beaucoup plus de temps en formation tout au long de sa vie. Cela signifie qu'il va falloir sécuriser aussi une masse de plus en plus importante de revenus socialisés de formation, sinon des gâchis et des inégalités épouvantables se développeront.

Au total, c'est donc une nouvelle civilisation qui se cherche, rendant impératif un dépassement du capitalisme.

Il s'agirait en effet de commencer à faire droit aux besoins de dépasser « la réduction à la forme travail généralisée des activités humaines ou existentielles de la production liée à la production sociale vitales » (5).

Se profile ainsi en pratique, déjà, le besoin de construire et financer une forte réduction du temps de travail tout au long de la vie pour chacun-e, avec une sécurisation des trois temps de l'existence :

- Celui de la formation initiale dont la qualité est si indispensable pour pouvoir, ensuite, se former, se cultiver et accéder à des activités enrichissantes tout au long de la vie ;

- Celui de la vie active et de l'emploi avec la formation continue ;

- Celui de la retraite avec la promotion de soi-même dans des activités hors-travail, impliquant aussi sans doute désormais beaucoup plus la formation, pour pouvoir partager pleinement les informations acquises sa vie durant avec les autres générations.

Ainsi, prend forme le besoin nouveau et puissant de construire, à l'échelle de toute la vie pour chaque génération, une réduction conséquente et continue du temps de travail : Il s'agirait de libérer toujours plus de temps pour des activités de promotion de soi-même et d'intercréativité avec les autres.

Cela exige une métamorphose des conditions mêmes de la production et de son financement.

L'expérience toute récente de la réduction du temps de travail hebdomadaire en France indique combien ce chantier peut échouer s'il ne s'accompagne pas d'une forte création d'emplois stables et correctement rémunérés et d'un effort soutenu de formation pour chacun-e avec l'essor des qualifications. Le refus de créer les conditions, en terme de financements comme de pouvoirs, de cette création massive d'emplois et de leur sécurisation par la formation a conduit pendant les années 1997 - 2000 à une vive progression de la productivité apparente du travail en liaison avec une intensification des tâches.

Cela n'a fait qu'accroître les profits disponibles pour les placements financiers et les opérations du marché financier, tandis que proliférait la précarité et que la part des salaires dans la valeur ajoutée demeurait désespérément basse.

Par ailleurs, l'allongement de la durée de la vie fait surgir, dans les conditions actuelles, des problèmes de répartition exacerbés qu'accentuent les difficultés rencontrées par les jeunes à s'insérer dans des emplois stables et correctement rémunérés. Cela contribue, dans une certaine mesure, à rallonger le temps passé à étudier et le maintien au domicile des parents contre le besoin d'autonomie. Pire, cela leur rend difficile toute projection dans l'avenir avec, en bout de course, le retardement de la procréation des deux premiers enfants.

Les taux de fécondité, de partout en Europe, demeurent mal orientés, même si en France des résistances originales

commencent à se faire jour exprimant le besoin absolu d'un sursaut vital, en liaison notamment avec les conditions à conquérir pour améliorer en pratique les taux d'activité et d'emploi des femmes et faire reculer toutes les discriminations de genre.

Le besoin d'un dépassement du capitalisme

Les dirigeants capitalistes ne sont pas ignorants de ces évolutions si contradictoires et de leurs risques.

Ils cherchent à les traiter dans un sens qui soit favorable à ce qu'ils voudraient pouvoir être « un nouvel âge du capitalisme ». Cela se retrouve dans les projets de réforme des retraites comme celui de Raffarin-Fillon.

Ainsi, en va-t-il des efforts répétitifs pour tenter de remettre en cause le système par répartition au profit de la capitalisation.

Il s'agit là d'un choix général des forces capitalistes dans le monde entier. Dès 1995, une importante étude de la Banque Mondiale préconisait le remplacement des régimes de pension par répartition de la Sécurité sociale

par des régimes de pensions privées et par capitalisation.

Ces régimes, selon cette étude, constitueraient le premier pilier d'un système qui en comporterait deux autres : l'un obligatoire, géré par l'Etat et financé par l'impôt garantirait une pension minimale aux personnes âgées les plus pauvres ; l'autre serait constitué de l'appel à l'épargne volontaire de chacune (6).

Il s'agirait ainsi, au total, de substituer en partie pour le plus grand nombre, et particulièrement les cadres, des épargnes préalables individuelles ou institutionnelles, placées sur le marché financier, aux trois piliers de solidification du système par répartition : solidarité entre professions, solidarité entre générations, solidarité entre individus. Et cela au prétexte que seule la capitalisation pourrait rendre « soutenable » la charge à venir des retraites.

On tente, ce faisant, d'imposer la substitution de revenus aléatoires du marché financier aux revenus socialisés non marchands sécurisés par l'emploi et la formation. Ce qui est recherché, c'est l'élargissement de la base sociale des marchés financiers inflationnistes, si prédateurs de croissance réelle et d'emplois que leur effondrement menace en permanence.

Ainsi, en faisant reculer tant et plus la mutualisation à partir des entreprises, en précarisant sans cesse l'emploi, la formation et les conditions même d'existence des salariés et de leurs familles, on cherche coûte que coûte à sécuriser les marchés financiers et les rendements qu'ils offrent aux créanciers et actionnaires apporteurs de fonds.

Ces efforts s'accroissent avec la concurrence entre les places financières à vocation internationale, le crédit et la

monnaie étant mobilisés massivement pour attirer les capitaux financiers comme on le voit avec la rivalité entre le dollar et l'euro servi par la BCE.

L'obsession de la baisse du coût salarial de l'emploi est corollaire de ces efforts d'attractivité qui accroissent la domination des marchés financiers.

Cela, fondamentalement, renvoie à la façon dont les firmes capitalistes cherchent à relever, pour la rentabilité financière, les défis de partage de la révolution informationnelle : elles se constituent de vastes réseaux de domination - par rachats d'entreprises en Bourse ou par alliances et échanges de titres boursiers - afin d'étaler les coûts fortement croissants de la recherche - développement et détruire

les rivaux. Cela engendre une surenchère continue dans les dépenses de contrôle de ces grands groupes qui tend à faire des marchés financiers le pivot de l'économie de marché capitaliste d'aujourd'hui.

L'appel incessant à la Bourse pour lever et, finalement, gaspiller des ressources colossales, au lieu de coopérer pour partager coûts et

informations, engendre la prédominance grandissante du rôle des institutions spécialisées dans la collecte et la centralisation des fonds vers ces marchés : les fonds de pension bien sûr, mais aussi les sociétés d'assurances - vie, les OPCVM de toutes sortes...

L'inflation financière qu'une telle construction suscite, par la captation du crédit bancaire et de l'épargne et la mobilisation des monnaies, accentue le chômage massif et la menace de dévalorisations boursières catastrophiques faisant écho aux limitations imposées aux populations (insuffisance de formation et pénurie de qualifications, insuffisance de salaires et de débouchés, insuffisance de moyens pour la santé, l'éducation, la recherche...)

Mais l'intervention continue des Etats et des banques centrales, injectant les liquidités nécessaires quand se profile un risque de collapsus, prévient tout effondrement catastrophique et durable des marchés analogue à celui de l'entre deux guerres.

La purge n'arrivant pas à se faire, la suraccumulation de capitaux matériels et financiers continue de peser sur l'activité et l'emploi, contraignant le monde entier - et l'Europe particulièrement avec la BCE - à s'enfermer dans un chemin de croissance durablement ralenti.

C'est dans cette perspective que se place, précisément, le plan Raffarin-Fillon en cherchant à rallonger la durée du temps de travail sur toute la vie. Ce faisant, il crée en quelque sorte le besoin, pour ceux qui pourront se le permettre, de faire appel à des formules complémentaires de capitalisation.

Il s'agit, François Fillon l'a martelé, de « partager l'allon-



gement de l'espérance de vie entre activité et retraite » (7).

De fait, aujourd'hui, on passe deux fois plus de temps en activité qu'en retraite (40/20 environ). Or l'espérance de vie est appelée à croître de 6 ans en moyenne d'ici 2040 selon les projections.

Le plan Raffarin-Fillon décide en substance que les deux tiers de cet allongement seraient passés en activité, le reste de ce gain pouvant être consacré à la retraite. Concrè-



tement, il faudrait passer 4 ans de plus sur le marché du travail.

Ainsi, le ratio « durée d'activité/durée de retraite » serait maintenu constant. C'est là la solution proposée pour neutraliser les conséquences de l'augmentation de l'espérance de vie sans augmentation des cotisations vieillesse et sans réforme du financement.

Bien sûr, un tel calcul fait fi des énormes inégalités croissantes d'espérance de vie entre catégories sociales, avec

une probabilité de décès avant 60 ans beaucoup plus forte chez les ouvriers que chez les cadres et professions libérales.

D'où ce calcul plutôt cynique dont on peut créditer le plan Raffarin-Fillon : solidarité minimum avec assistance d'Etat pour les catégories les plus populaires, les plus soumises au risque de décès avant 60 ans et dont le temps moyen passé à la retraite est le plus court, d'un côté, et, de l'autre, rallongement de la durée de cotisation ou/et appel à la capitalisation et l'épargne individuelle, articulé à des fonds de pension, pour les autres catégories.

Les manifestations actuelles pour le retrait du plan Raffarin-Fillon expriment la poussée profonde, vitale, dans la société salariale d'aujourd'hui de l'aspiration, largement inconsciente encore, à une autre civilisation de partages émancipée des marchés financiers et faisant écho aux potentiels considérables de la révolution informationnelle.

C'est dire le besoin, pour la force et la ténacité de ce mouvement, de propositions alternatives opérationnelles branchées sur une autre vision de la société et le dépassement de la société actuelle. ■

1. L. apRoberts et P. Concialdi : " L'avenir des retraites : Quelles ressources pour quelles prestations ? " In C. Mills et alii : " Protection sociale : Quelle réforme ? " Sociétés et Représentations- n° hors série. Etudes CRED-HESS. Septembre 1999-pp. 238-254.

2. Op.cit. p.239

3. Ibid. p.240

4. P.Boccarda: " Une Sécurité d'emploi ou de formation " - *Le Temps des cerises* - Paris 2002.

5. P.Boccarda, Op. Cit. Ibid. p.153.

6. Banque Mondiale: " Averting The Old Age Crisis: Policies To Protect The Old And Promote Growth"- New-York- Oxford University Press-1995.

7. Se reporter à l'article de C.Mills dans le présent numéro d'Economie et Politique " page 7.

On se reportera aussi à deux autres articles importants du même auteur :

- C.Mills : " Retraites : mettre en échec la régression "- *Economie et Politique*, novembre-décembre 2002 ;

- C.Mills : " Retraites : Quelle réforme de progrès et d'efficacité ? Quel financement ? " - *Economie et Politique* mars- avril 2002.